Financement de l'Afrique : La BAD mobilise les banques centrales

MALI
2034
L'information est l'oxygène des temps modernes JEUDI 15 OCTOBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Livre de Boisbouvier : Le Président Konaré dément



SNJ : 2 400 jeunes sous le drapeau



Keneya Foot : Le football au service du vivre-ensemble

Sommaire







UNE /	Livre de Boisbouvier : Le Président Konaré dément	P 04
BRÈVES /	SNJ : Souleymane Maïga, l'excellence en uniforme	P 14
	Financement de l'Afrique : La BAD mobilise les banques centrales	P 14
	Somalie : La BAD mise sur l'investissement privé	P 15
	Mali-Rwanda : Cap sur une coopération renforcée	P 16
ACTUALITÉ /	SNJ : 2 400 jeunes sous le drapeau	P 19
POLITIQUE /	AES : la souveraineté sanitaire en chantier	P 21
	Keneya Foot : Le football au service du vivre-ensemble	P 23
CULTURE & SOCIETÉ /	SIAT 2026 : L'artisanat rencontre l'orpaillage	P 26
INTERNATIONAL /	Sénégal : Cinq dossiers sous la loupe du Parlement	P 29
	UA-Canada : Priorité à l'investissement productif	P 30
	Coopération minière Chine-Afrique : Beijing prône la souveraineté du continent sur ses ressources	P 31
SPORT /	FEMAFOOT : Les sanctions levées, les réformes attendues	P 34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : amplkile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Livre de Boisbouvier : Le Président Konaré dément



Le cabinet d'Alpha Oumar Konaré conteste catégoriquement des propos prêtés à l'ancien président malien dans l'ouvrage de Christophe Boisbouvier, La Françafrique est morte, vive l'Afrique-France. Il demande une mise au point auprès des lecteurs et la prise en compte de ce démenti dans les prochaines éditions.

La controverse autour du livre de Christophe Boisbouvier prend une nouvelle tournure. Dans une lettre adressée au journaliste, le cabinet d'Alpha Oumar Konaré rejette formellement un passage évoquant une conversation supposée entre l'ancien chef de l'État malien et Franck Paris, alors conseiller Afrique du président français Emmanuel Macron.

Selon le récit contesté, Alpha Oumar Konaré aurait abordé le conseiller français, en compagnie de l'ancien ministre Tiébilé Dramé, à l'issue des obsèques de Béchir Ben Yahmed au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. L'ancien président aurait alors alerté son interlocuteur sur l'imminence d'un renversement du régime de transition dirigé par Bah N'Daw, au profit d'une installation de l'armée au pouvoir.

À cette version, le cabinet oppose un démenti sans réserve. Il affirme qu'Alpha Oumar Konaré n'a jamais tenu les propos rapportés, ni dans les circonstances décrites dans l'ouvrage, ni lors d'un quelconque échange avec Franck Paris. La contestation porte donc sur le fond même du témoignage attribué à l'ancien président.

La lettre soulève également une discordance chronologique. Alors que l'ouvrage situe la scène au 12 mai 2021, le cabinet indique que la cérémonie à laquelle Alpha Oumar Konaré a effectivement assisté s'est déroulée le mercredi 19 mai, à 10 h 30, au crématorium du Père-Lachaise. Il précise que l'ancien chef de l'État se trouvait à Bamako le 12 mai. Cet élément constitue, dans son argumentation, une objection majeure à la présentation des faits.



Bamako, le 09 Octobre 2026

Cabinet de son Excellence Alpha Oumar KONARÉ
Ancien Président de la République du Mali

À

Monsieur Christophe BOISBOUVIER, Auteur de l'ouvrage
La Françafrique est morte vive l'Afrique-France,
Éditions Buchet/Chastel-1 Octobre 2026.

Objet : Démenti concernant des propos attribués à Son Excellence Monsieur Alpha Oumar Konaré

Monsieur BOISBOUVIER,

Le Cabinet de Son Excellence Monsieur Alpha Oumar Konaré, Ancien Président de la République du Mali, a pris connaissance avec une particulière attention du passage de votre ouvrage *La Françafrique est morte vive l'Afrique-France* dans lequel vous rapportez qu'à l'issue des obsèques de Monsieur Béchir Ben Yahmed, le 12 mai 2021 au cimetière du Père-Lachaise à Paris, l'ancien Président malien Alpha Oumar Konaré aurait, en compagnie de l'ancien ministre malien Tiébilé Dramé, abordé Monsieur Franck Paris, alors conseiller Afrique d'Emmanuel Macron, pour lui tenir notamment les propos suivants :

« Il y a urgence chez nous, le colonel Goïta est sur le point de renverser le régime de transition de Bah N'Daw pour installer l'armée au pouvoir. »

Vous ajoutez : *« le conseiller Afrique les écoute poliment. »*

1

Le Cabinet de Son Excellence Monsieur Alpha Oumar Konaré tient, au nom de celui-ci, à apporter à cette affirmation un démenti catégorique.

Son Excellence Monsieur Alpha Oumar Konaré n'a jamais tenu les propos qui lui sont ainsi attribués, ni dans les circonstances décrites dans votre ouvrage, ni à l'occasion d'un quelconque échange avec Monsieur Franck Paris.

Le Cabinet considère que votre allégation, qui n'a fait l'objet d'aucune vérification préalable auprès de l'intéressé, est particulièrement regrettable dans un ouvrage appelé à constituer, auprès du public, une source de référence sur une période importante de l'histoire politique récente du Mali.

De plus, la date du 12 mai 2021 que vous indiquez n'est pas exacte. La cérémonie à laquelle la famille de Béchir Ben Yahmed a convié le président Konaré et à laquelle il a effectivement assisté s'est déroulée le mercredi 19 mai à 10h30 au Crématorium du Cimetière du Père Lachaise (Paris 20e.) À la date du 12 mai 2021, le Président Konaré était à Bamako. Il n'est arrivé à Paris que le 18, à la veille de la cérémonie.

Les obsèques de Monsieur Béchir Ben Yahmed au cimetière du Père-Lachaise étaient avant tout un moment de recueillement et d'hommage à la mémoire d'une personnalité majeure du continent africain. Par éthique, Son Excellence Monsieur Alpha Oumar Konaré n'aurait pas choisi un tel moment, ni un tel lieu, pour tenir devant un interlocuteur qui n'était pas son interlocuteur politique direct des propos de la nature de ceux qui lui sont aujourd'hui attribués.

Tout au long de ses deux mandats consécutifs à la tête de la République du Mali (1992-2002) et de son mandat comme Président de la Commission de l'Union africaine (2003-2008), le Président Konaré a constamment défendu, dans ses relations avec les autorités françaises comme avec l'ensemble de ses partenaires internationaux, les intérêts et la dignité du Mali et de l'Afrique sans ambiguïté aucune. Concernant son propre pays, le Mali, depuis qu'il a quitté les affaires, il s'est imposé une règle de retenue qui le tient à distance des institutions, sans immixtion de quelque nature que ce soit. Cette mise au point n'a pas pour objet d'alimenter une polémique. Elle répond à une exigence beaucoup plus fondamentale : celle de la vérité historique et du respect de la parole d'un ancien Chef d'État.

Le Cabinet vous demande en conséquence de bien vouloir prendre acte, au nom du Président Konaré, du présent démenti et de faire en sorte qu'une mise au point soit portée à la connaissance de vos lecteurs avec la même attention que celle accordée aux propos contestés.

Il serait également souhaitable que toute nouvelle édition, réimpression ou présentation publique de l'ouvrage puisse tenir compte de la présente contestation.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Pour le Cabinet de Son Excellence Monsieur Alpha Oumar Konaré
Le Directeur de cabinet

2

Le cabinet regrette surtout l'absence de vérification préalable auprès de l'intéressé. Il estime qu'une telle précaution était nécessaire pour un ouvrage susceptible de servir de référence sur une période importante de l'histoire politique récente du Mali.

À cette critique s'ajoute un argument d'ordre éthique. Les obsèques de Béchir Ben Yahmed étaient, rappelle la lettre, un moment de recueillement et d'hommage. Selon le cabinet, Alpha Oumar Konaré n'aurait choisi ni ce lieu ni cette circonstance pour tenir des propos politiques de cette nature devant un interlocuteur qui n'était pas son interlocuteur politique direct.

La mise au point rappelle enfin les responsabilités exercées par l'ancien dirigeant : président du Mali de 1992 à 2002, puis président de la Commission de l'Union africaine de 2003 à 2008. Elle souligne son attachement à la dignité du Mali et de l'Afrique, ainsi que la retenue qu'il affirme observer depuis son départ du pouvoir.

Le cabinet demande désormais que les lecteurs soient informés du démenti avec une attention comparable à celle accordée au passage litigieux. Il souhaite également que les rééditions, réimpressions et présentations publiques en tiennent compte.

Cette lettre formalise une contestation précise, sans suffire, à elle seule, à trancher le différend. Une réponse documentée de l'auteur permettrait d'éclairer l'origine du récit et les vérifications effectuées avant sa publication dans le livre.

Moctar Sow

- Yeah Samake

Kidal : un enjeu politique avant d'être militaire.

Une armée forte défend le territoire. Seule une volonté politique forte construit la paix.

Dialogue. Justice. Réconciliation. Participation de tous à la vie nationale.

Une transition militaire ne peut, à elle seule, garantir une paix durable. Plus tôt nous reconnaîtrons les limites d'une réponse exclusivement militaire, plus tôt nous bâtirons une stabilité fondée sur la confiance des populations et la légitimité des institutions.

La souveraineté se défend sur le terrain. L'unité nationale se construit avec les citoyens.

Aux problèmes politiques, des solutions politiques.

#Mali #Kidal #Paix #Réconciliation #DIRIGER-CESTSERVIR



- Moctar Ousmane SY

Parler de la jeunesse, c'est parler de responsabilité, de confiance et de l'avenir que nous voulons construire ensemble.

C'est autour de ces enjeux que j'ai partagé hier mes réflexions avec les étudiants de l' ESG de Bamako, autour du thème « Jeunesse, unité, solidarité ».

Ma conviction reste la même : nous avons besoin d'une jeunesse qui ose, qui s'engage et qui comprend que la réussite individuelle prend tout son sens lorsqu'elle contribue au progrès collectif.

Le Mali de demain se prépare par les actes d'aujourd'hui.

Merci à l'ESG Bamako pour cette initiative et pour l'invitation à échanger avec la jeunesse.

#Jeunesse #Unité #Solidarité #Mali



- Radio Ifrikya Fm

Suivre

il y a 16 heures

ALGÉRIE -SÉNÉGAL | 15 accords signés et une concertation politique «renforcée»

15 accords et mémorandums d'entente ont été signés entre l'Algérie et le Sénégal à l'issue de la 6e session de la Grande Commission mixte algéro-sénégalaise, tenue à Alger.

Dans un #communiqué_conjoint à l'issue des travaux présidés par les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Ahmed Attaf et Cheikh Niang, les deux parties sont convenues de «renforcer davantage les #consultations^politiques régulières, de multiplier les #échanges de haut niveau et de promouvoir les visites sectorielles entre les administrations, institutions et organismes spécialisés des deux pays, dans un esprit de confiance et de respect mutuel».

Sur le plan politique, #Alger et #Dakar ont souligné «l'importance d'une concertation renforcée sur les questions de #paix, de #sécurité et d'#intégration_régionales, notamment face aux #défis auxquels l'#Afrique est confrontée».

Sur le plan sécuritaire, les deux parties sont convenues d'»intensifier leur #concertation dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, de la criminalité transnationale organisée, de la sécurisation des frontières, de la prévention et de la lutte contre les trafics illicites, ainsi que du renforcement des capacités et de l'échange d'expertise».

#algerie #sénégal #Coopération

#IFRIKYAfm



- Papou Ka Papou

Elle invite les africains à ne pas copier les occidentaux en faisant des tests ADN lorsqu'il y a de doutes sur la paternité d'un enfant.

Cette jeune camerounaise a fait une sortie au cour de laquelle elle suggère au gouvernement de surseoir les tests ADN qui , selon elle , seraient à l'origine de la destruction de nombreuses familles en Afrique.

Elle invite le Gouvernement à interdire OFFICIELLEMENT les tests ADN au Cameroun et partout en Afrique. Elle pense surtout que , les tests ADN font souffrir des enfants innocents.

«Tout enfant qui naît sous le toit d'un homme appartient à cet homme et il ne devrait JAMAIS y avoir de test.»

Tests ADN, pour ou contre ?

#Tour13



- Alpha Amadou Hampaté Ba dit Ben

« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. »



- UNDP The Gambia

Turning Governance Data into Action for the People of West Africa

How do we know whether institutions are serving people effectively? Are citizens able to participate in public affairs, access justice, receive quality public services and experience equal treatment?

Reliable governance statistics help answer these questions and provide the evidence needed to strengthen accountability and improve policymaking.

The West Africa Workshop on Governance Statistics opened today at the Sir Dawda Kairaba International Conference Centre in Banjul, The Gambia. Co-organised by the Gambia Bureau of Statistics, the Praia Group on Governance Statistics, the United Nations Economic Commission for Africa and UNDP, the three-day workshop brings together regional experts and institutions to strengthen the production and use of governance statistics.

The discussions focus on internationally endorsed statistical instruments for measuring participation in public affairs, non-discrimination and equality, alongside the use of administrative data to monitor governance outcomes and progress towards Sustainable Development Goal 16: Peace, Justice and Strong Institutions.

Speaking at the opening, the UNDP Resident Representative emphasised that governance statistics are more than indicators. They are practical tools that help countries identify gaps, understand citizens' experiences, track progress and determine whether reforms are making a difference in people's lives.

As countries work towards the 2030 Agenda, strengthening national statistical systems and regional cooperation will be essential to ensuring that governance is measured effectively and improved continuously for the benefit of all.

#UNDP #GovernanceStatistics #SDG16 #YIRIWAA #SDG5 #SDG17

Transformer les données de gouvernance en action pour le peuple de l'Afrique de l'Ouest

Comment savoir si les institutions servent efficacement le peuple ? Les citoyens sont-ils en mesure de participer aux affaires publiques, d'accéder à la justice, de recevoir des services publics de qualité et d'expérimenter un traitement égal ?

Les statistiques de gouvernance fiables aident à ré-

pondre à ces questions et à fournir les preuves nécessaires pour renforcer la responsabilité et améliorer la gestion des politiques.

Le atelier sur les statistiques de gouvernance de l'Afrique de l'Ouest a commencé aujourd'hui au centre international de la conférence de Sir Dawda Kairaba à Banjul, en Gâmbie. Co-organisé par le Bureau des Statistiques de la Gâmbie, le groupe Praia sur les statistiques de gouvernance, la Commission économique de l'Afrique des Nations et le UNDP, le atelier de trois jours rassemble des experts régionaux et des institutions pour renforcer la production et l'utilisation des statistiques de gouvernance.

Les discussions se concentrent sur des instruments statistiques internationaux approuvés pour mesurer la participation dans les affaires publiques, la non-décrédibilité et l'égalité, ainsi que sur l'utilisation des données administratives pour surveiller les résultats de la gouvernance et l'atteindre dans le cadre du Objectif de développement durable 16 : Paix, Justice et institutions fortes.

En s'exprimant lors de l'ouverture, le représentant résident de l'UNDP a souligné que les statistiques de gouvernance sont plus que des indicateurs. Elles sont des outils pratiques qui aident les pays à identifier les lacunes, à comprendre les expériences des citoyens, à suivre les progrès et à déterminer si les réformes font une différence dans la vie des gens.

Alors que les pays travaillent vers l'Agenda 2030, renforcer les systèmes statistiques nationaux et la coopération régionale sera essentiel pour garantir que la gouvernance soit mesurée efficacement et améliorée de manière continue pour le bien de tous.

#UNDP #GouvernanceStatistique #SDG16 #YIRIWAA #SDG5 #SDG17



- CapDH Mali officiel

#Sikasso | Connaître ses droits, c'est aussi savoir vers qui se tourner pour les faire respecter

Les 16, 19, 27, 29 et 30 septembre 2026, CapDH, à travers ses parajuristes du BAC de Sikasso, a animé des séances de sensibilisation auprès d'organisations féminines de Wayerma 2, Hamdallaye, Bankoni et Hamdallaye Extension, dans la commune de Sikasso.

Au cœur des échanges : les droits fondamentaux, les violences basées sur le genre et les recours possibles en cas de violation des droits. Les participantes ont partagé leurs préoccupations et posé leurs questions sur les démarches à entreprendre. Les parajuristes ont également présenté leur rôle d'information, d'orientation et d'accompagnement pour faciliter l'accès à la justice.

Les participantes ont souhaité la poursuite de ces rencontres de proximité et une meilleure orientation vers les structures compétentes.

Ces initiatives sont réalisées par CapDH dans le cadre du projet ACCÈS, grâce à l'appui du Ministère des Affaires étrangères du Royaume du Danemark, à travers le Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement (FAMOC II).

#CapDH #ProjetAccès #DroitsHumains #AccèsÀLaJustice #FAMOCII #Sikasso #Parajuristes #VFF



- Bamako Bamada

SÉGOU | TRAGÉDIE ROUTIÈRE À L'ENTRÉE DE LA VILLE : UN JEUNE LIEUTENANT DE L'ARMÉE PERD LA VIE DANS UN GRAVE ACCIDENT

Un violent carambolage s'est produit ce mardi 13 octobre 2026 sur l'axe Bamako-Ségou, entre Sébougou et le village de Sékoro.

L'accident, impliquant un camion-remorque, un véhicule de l'UNICEF et une Jeep, a coûté la vie à un jeune officier (lieutenant) et fait deux blessés évacués d'urgence à l'hôpital Nianankoro Fomba.

Un excès de vitesse et un dépassement dangereux seraient à l'origine du drame.



- News Afrique

Sénégal /Guinee Bissau: Macky Sall et Umaro Sissoco Embalò : deux présidents, une même mère et un lien fraternel au-delà des frontières

Une déclaration surprenante, une histoire de fraternité et une relation personnelle qui dépasse les frontières du Sénégal et de la Guinée-Bissau.

Par la rédaction de News Afrique

DAKAR – BISSAU. En Afrique, les liens familiaux et les relations humaines occupent une place essentielle dans la construction des solidarités entre les peuples. Parfois, une déclaration suffit à révéler une dimension méconnue de la vie de deux personnalités publiques. C'est le cas de Macky Sall, ancien président du Sénégal, et d'Umaro Sissoco Embalò, ancien président de la Guinée-Bissau, dont la relation fraternelle a été évoquée publiquement devant les médias.

« Nous sommes de la même mère, c'est mon grand frère »

Le 9 juin 2023, lors d'une intervention sur Radio France Internationale (RFI), Umaro Sissoco Embalò avait tenu des propos particulièrement remarqués au sujet de sa relation avec Macky Sall.

Interrogé sur ses échanges avec le dirigeant sénégalais, le président bissau-guinéen avait déclaré :

« Mais avec Macky, nous sommes de même mère, pères différents. C'est pour cela que je suis bissau-guinéen et lui, son papa est un Sénégalais. Mais nous sommes de la même mère, c'est mon grand frère. »

Ces propos, rapportés par la presse, donnent une dimension personnelle à la relation entre les

deux hommes. Ils présentent Macky Sall comme le grand frère d'Umaro Sissoco Embalò, dans le cadre d'une fraternité maternelle revendiquée par ce dernier.

Cette déclaration ne relève donc pas simplement du vocabulaire diplomatique habituel : elle exprime, selon les mots mêmes d'Embalò, un lien familial qu'il considère comme important dans sa relation avec l'ancien dirigeant sénégalais.

Deux parcours politiques, deux pays voisins

Macky Sall a dirigé le Sénégal de 2012 à 2024. Son parcours politique l'a conduit à occuper plusieurs fonctions importantes avant son accession à la magistrature suprême, notamment celles de Premier ministre et de président de l'Assemblée nationale.

Umaro Sissoco Embalò, quant à lui, a exercé la présidence de la Guinée-Bissau à partir de février 2020. Son parcours politique s'est inscrit dans un contexte national marqué par des défis institutionnels et des enjeux de stabilité politique.

Le Sénégal et la Guinée-Bissau partagent une frontière, des réalités régionales et des intérêts communs en matière de sécurité, de coopération économique et d'intégration ouest-africaine.

Dans cet environnement, les relations personnelles entre dirigeants peuvent contribuer au dialogue politique. Elles ne remplacent toutefois ni les institutions ni les intérêts propres à chaque État.

Une fraternité qui dépasse les fonctions officielles

La déclaration d'Umaro Sissoco Embalò met en lumière une dimension humaine souvent présente dans les relations entre responsables africains : l'importance des liens familiaux, des origines et des solidarités personnelles.

En qualifiant Macky Sall de « grand frère », Embalò exprimait publiquement une proximité qu'il disait considérer comme plus profonde qu'une simple relation entre deux chefs d'État.

Cette proximité peut également aider à comprendre le ton personnel employé par l'ancien dirigeant bissau-guinéen lorsqu'il évoquait son homologue sénégalais. Elle doit néanmoins être distinguée des relations officielles entre les deux pays, lesquelles obéissent à leurs propres règles diplomatiques.

Il convient également de préciser que la déclaration publique constitue ici la source de l'affirmation sur leur lien maternel. Les informations biographiques disponibles ne suffisent pas, à elles seules, à établir indépendamment cette filiation.

Au-delà de la politique, la place de la fraternité africaine

L'histoire de ces deux personnalités rappelle que les relations entre les dirigeants ne se résument pas aux sommets internationaux, aux accords bilatéraux ou aux déclarations officielles.

Derrière les titres et les responsabilités publiques, il existe aussi des histoires personnelles, des liens affectifs et des références familiales qui peuvent marquer durablement les relations humaines.

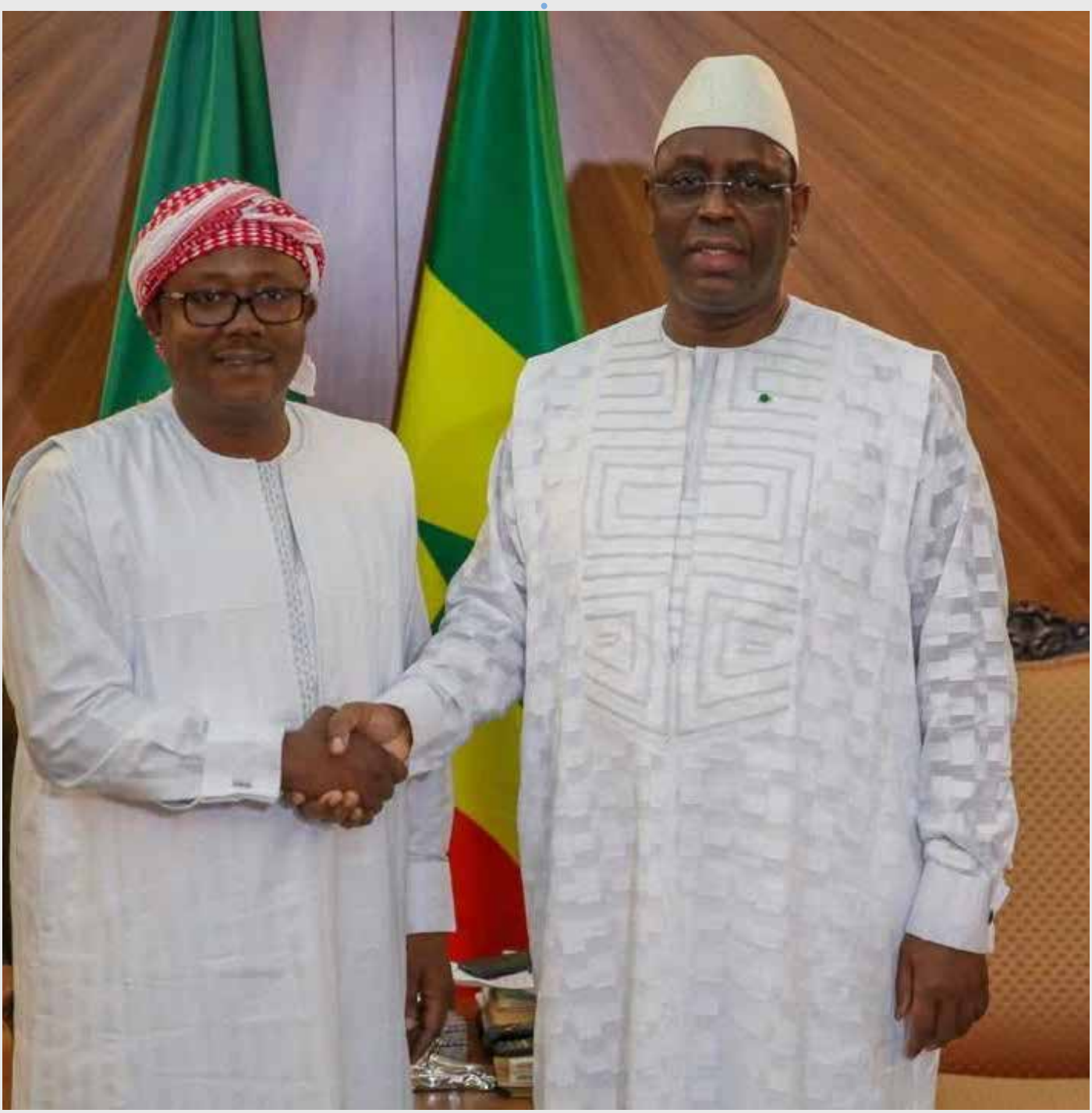
Pour le Sénégal et la Guinée-Bissau, cette proximité revendiquée illustre une facette particulière des rapports entre deux pays voisins. Elle invite également à réfléchir à la manière dont les solidarités personnelles peuvent accompagner, sans s'y substituer, la coopération entre les États africains.

Deux hommes, deux nations, un lien revendiqué

En affirmant publiquement que Macky Sall et lui partagent la même mère et des pères différents, Umaro Sissoco Embalò a donné à leur relation une

signification familiale particulière.

Au-delà de leurs fonctions présidentielles passées, cette déclaration rappelle que l'histoire politique africaine est aussi traversée par des histoires humaines, des liens personnels et des solidarités qui dépassent les frontières nationales. #macky #embalo #senegal #bissau #un



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

SNJ : Souleymane Maïga, l'excellence en uniforme



À 26 ans, le pharmacien Souleymane Maïga termine major de la 7e cohorte du Service national des jeunes (SNJ), qui compte 2 400 fonctionnaires-recrues. Pour la deuxième année consécutive, cette distinction revient à un professionnel du secteur de la santé.

Une première place qui honore son parcours et son département. Pharmacien généraliste et fonctionnaire stagiaire, Souleymane Maïga s'est distingué au terme de la formation du Service national des jeunes. Sa réussite récompense le travail, la discipline et la détermination d'un jeune cadre engagé au service de son pays.

À l'issue de la cérémonie de sortie de promotion, il a été reçu par la ministre de la Santé et du Développement social, le médecin colonel-major Assa Badiallo Touré. La ministre lui a adressé ses félicitations et l'a encouragé à poursuivre ses efforts, en faisant de l'excellence une exigence constante dans l'exercice de ses fonctions.

Pour le département de la Santé, cette distinction prolonge une réussite déjà enregistrée lors de la précédente cohorte. Deux promotions successives du SNJ ont ainsi consacré des professionnels issus du secteur sanitaire. Ce résultat met à l'honneur les jeunes cadres appelés à renforcer les services de santé du pays.

Souleymane Maïga mesure toutefois les obligations qui accompagnent son classement. « C'est à la fois un honneur et une responsabilité », a-t-il déclaré, réaffirmant sa volonté de servir la nation avec professionnalisme et courage.

Le jeune pharmacien entend traduire les enseignements reçus en pratiques professionnelles. Discipline, rigueur, respect de la hiérarchie et intégrité constituent les principes qu'il souhaite placer au cœur de son engagement dans l'administration publique.

Son parcours offre à la jeunesse malienne un exemple de persévérance et de sens du devoir. Il rappelle que la réussite repose sur des efforts soutenus et qu'une distinction prend toute sa valeur lorsqu'elle se prolonge dans le travail quotidien.

Pour le major de cette 7e cohorte, une nouvelle étape s'ouvre désormais : mettre ses compétences et les acquis de sa formation au service des populations. C'est sur le terrain que cette réussite devra trouver son prolongement.

Fatou Sissoko

Financement de l'Afrique : La BAD mobilise les banques centrales



Réunis lundi à Bangkok à l'initiative de la Banque africaine de développement (BAD), les gouverneurs des banques centrales africaines ont examiné les moyens de renforcer le financement des économies du continent.

Cette rencontre s'inscrit dans le prolongement du Consensus d'Abidjan, adopté le 9 avril 2026.

Comment mobiliser davantage de ressources pour financer le développement de l'Afrique ? Cette question a été au cœur d'une rencontre organisée par le Groupe de la Banque africaine de développement, en marge des Assemblées annuelles 2026 du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale.

Les échanges interviennent alors que les économies africaines font face à des besoins d'investissement considérables. Les difficultés d'accès aux financements internationaux et le poids de l'endettement réduisent leurs marges de manœuvre, tandis que les secteurs productifs nécessitent des ressources durables.

Pour répondre à ces contraintes, la BAD poursuit les consultations engagées autour de la Nouvelle architecture financière africaine pour le développement (NAFAD). Cette démarche, dont les travaux ont abouti au Consensus d'Abidjan, vise à mieux mobiliser les ressources du continent, à renforcer l'efficacité des instruments financiers et à réduire la dépendance aux financements extérieurs.

La participation des gouverneurs des banques centrales souligne le rôle essentiel des institutions monétaires dans cette ambition. Préserver la stabilité financière, favoriser le développement des marchés de capitaux et accompagner le financement des économies constituent des enjeux majeurs de leur contribution.

La BAD souhaite également renforcer la coordination entre les institutions financières africaines. Une coopération plus étroite doit permettre de mieux orienter les ressources vers les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et l'industrialisation, autant de secteurs déterminants pour la croissance et la création d'emplois.

La rencontre de Bangkok prolonge ainsi la réflexion sur un système financier africain plus intégré et mieux adapté aux priorités du continent.

Elle pose aussi la question de la mise en œuvre : comment transformer les orientations du Consensus d'Abidjan en instruments accessibles et efficaces ?

La portée de cette initiative se mesurera à sa capacité à faciliter les investissements et à répondre aux besoins des économies africaines. Pour la BAD et ses partenaires, le défi consiste désormais à donner une traduction concrète aux ambitions affichées.

Arouna Sidibé

Somalie : La BAD mise sur l'investissement privé



La Banque africaine de développement accompagne la Somalie dans sa volonté de réduire sa dépendance à l'aide internationale. À Mogadiscio, elle a plaidé pour des institutions solides et des investissements capables de soutenir durablement la production et l'emploi.

Passer d'une économie dépendante de l'aide à une croissance portée par le secteur privé : telle est l'ambition soutenue par le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) en Somalie. Cette orientation repose sur le renforcement des institutions nationales et la mobilisation de financements à long terme.

À l'occasion du Forum somalien sur le financement du développement, organisé le 19 septembre à Mogadiscio par la Banque somalienne de

développement et de reconstruction (SDRB), Alex Mubiru a précisé les conditions nécessaires à cette transformation. Le directeur général du Groupe de la Banque pour l'Afrique de l'Est a notamment insisté sur une sélection plus rigoureuse des projets d'investissement.

Pour attirer les capitaux privés, les projets doivent présenter des perspectives crédibles de viabilité et des retombées concrètes pour les populations. Le responsable de la BAD a également préconisé un recours accru aux instruments d'atténuation des risques, afin de rassurer les investisseurs et de faciliter leur engagement.

Selon Alex Mubiru, des institutions nationales solides sont indispensables pour mobiliser des ressources durables, réduire les risques perçus et constituer un portefeuille de projets susceptibles d'obtenir des financements. La création d'emplois doit occuper une place centrale dans cette démarche.

Il a aussi invité les autorités somaliennes à concentrer leurs ressources sur un nombre limité de chaînes de valeur à fort potentiel. L'objectif est de renforcer la production locale tout en favorisant des activités génératrices d'emplois.

Pour la Somalie, l'enjeu consiste désormais à transformer ces orientations en investissements viables. Leur réussite dépendra de la capacité des institutions à accompagner les projets et à instaurer la confiance nécessaire à une participation durable du secteur privé.

Arouna Sidibé

Mali–Rwanda : Cap sur une coopération renforcée

Le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a reçu, mardi 13 octobre 2026, le ministre rwandais des Affaires étrangères, Olivier Jean Patrick Nduhungirehe.

La coopération bilatérale, la sécurité au Sahel et l'intégration africaine ont été au cœur des échanges.

Bamako et Kigali souhaitent donner une nouvelle impulsion à leurs relations. En visite de travail au Mali, le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Olivier Jean Patrick Nduhungirehe, a été reçu par le Chef de l'État, en présence de son homologue malien, Abdoulaye Diop, et de plusieurs responsables de la Présidence.

Cette audience a permis de faire le point sur les accords liant les deux pays et sur les perspectives de leur mise en œuvre. Elle prolonge les discussions engagées la veille entre les deux ministres des Affaires étrangères, avec la volonté de consolider les engagements pris.

À sa sortie d'audience, le chef de la diplomatie rwandaise s'est dit heureux et honoré d'avoir été reçu par le Président de la Transition. Qualifiant la rencontre d'« excellente et importante audience », il a souligné la nécessité de traduire les discussions en résultats concrets pour les deux pays.

Les échanges ont également porté sur les questions sécuritaires au Sahel et les enjeux de l'intégration africaine. Selon le ministre rwandais, cette dernière doit notamment se nourrir du partage d'expériences et du soutien mutuel entre pays africains.

Cette volonté de rapprochement place désormais la mise en œuvre des engagements au centre des attentes. Pour les deux capitales, il s'agit de donner un contenu tangible à la coopération, en s'appuyant sur les accords existants et les orientations discutées durant cette visite.

L'audience marque ainsi une étape dans le dialogue entre Bamako et Kigali. Sa portée se mesurera aux actions qui suivront, au bénéfice des deux pays et de leurs populations.

Fatou Sissoko


Les Secteurs de l'Éducation et de la Culture
2026 - 2027
Année de l'Éducation
et de la Culture au Mali
"La souveraineté culturelle
protège l'âme de la nation".

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

SNJ : 2 400 jeunes sous le drapeau



Le Général d'Armée Assimi Goïta a présidé, mardi 13 octobre 2026 à Bamako, la présentation au drapeau de la 7e cohorte du Service national des jeunes. Après six mois de formation militaire et civique, ces recrues, dont 800 femmes, rejoignent la réserve stratégique des Forces armées maliennes.

Sur la place d'armes du 34e Régiment du génie militaire de Bamako, la cérémonie a consacré l'aboutissement d'un apprentissage destiné à préparer les jeunes à servir leur pays. Devant les autorités, les encadreurs et leurs camarades, les 2 400 recrues ont franchi une étape qui engage désormais leur responsabilité, dans leurs activités professionnelles comme dans leur vie citoyenne.

Cette promotion réunit 1 827 fonctionnaires et 573 non-fonctionnaires, issus de différents horizons professionnels. Institué par la loi du 7 juillet 2016, le Service national des jeunes entend développer le patriotisme, la discipline et le sens du devoir, tout en constituant des ressources humaines mobilisables pour la défense nationale.

Durant six mois, les recrues ont été formées à la tactique, à la topographie, au maniement des armes et au tir. Elles ont également étudié les règlements militaires et les questions de sécurité. L'instruction civique a complété ce programme, avec une attention portée à l'intégrité, à la cohésion et à la responsabilité.

La cérémonie a aussi permis de distinguer les meilleurs résultats. Le soldat de deuxième classe Salla Sidibé, cadre de la société Orange Mali, a terminé major des recrues non fonctionnaires avec une moyenne de 19,41 sur 20. Parmi les fonctionnaires, le pharmacien Souleymane Maïga, également soldat de deuxième classe, s'est distingué avec une moyenne de 17,90 sur 20.

À l'issue de la présentation au drapeau, le Président de la Transition a exprimé sa satisfaction. « C'est un sentiment de fierté et surtout de grande satisfaction en voyant 2 400 jeunes Maliens prêts à servir notre nation », a-t-il déclaré.

Le Chef de l'État a présenté le service militaire obligatoire comme un levier de la refondation, fondé sur la discipline, le courage, l'intégrité et le don de soi. Il a invité les recrues à préserver ces acquis et à faire preuve de rigueur, de ponctualité et d'esprit de sacrifice dans leurs futures responsabilités. Il a également félicité les encadreurs et les acteurs ayant contribué à la formation.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abdoul Kassim Ibrahim Fomba, a insisté sur la continuité entre cet apprentissage et les obligations qui attendent les jeunes. Aux non-fonctionnaires, il a demandé de mettre leurs compétences au service du développement économique et social. Aux fonctionnaires, il a rappelé les exigences d'excellence, d'intégrité et d'efficacité dans l'administration publique.

Le ministre a salué l'appui des départements chargés de la Défense et de l'Économie, ainsi que celui du commandement militaire. Malgré la diversité de leurs parcours, a-t-il souligné, les recrues partagent une mission commune : servir le Mali.

Achevée par le chant de la promotion et un défilé militaire, la cérémonie ouvre une nouvelle étape. Pour ces jeunes, l'enjeu sera de traduire les valeurs acquises en actes quotidiens, au travail comme au service de la collectivité.

Fatou Sissoko



AES : la souveraineté sanitaire en chantier



Réunis à Bamako du 13 au 16 octobre, les experts du Mali, du Burkina Faso et du Niger travaillent à finaliser trois documents stratégiques consacrés à la réglementation pharmaceutique, aux achats et à la production locale. La ministre malienne de la Santé, Assa Badiallo Touré, leur a rendu visite pour soutenir cette démarche commune.

La coopération sanitaire entre les trois États de la Confédération des États du Sahel (AES) franchit une nouvelle étape. À l'hôtel Dunia de Bamako, des spécialistes maliens, burkinabè et nigériens mettent en commun leurs compétences pour finaliser et valider les livrables sanitaires de l'An II de l'organisation. Leur mission consiste à donner un cadre partagé à plusieurs priorités du secteur pharmaceutique.

Mardi 13 octobre, la ministre de la Santé et du Développement social, le médecin colonel-major Assa Badiallo Touré, s'est rendue auprès des participants. Cette visite a été l'occasion d'encourager les équipes et de rappeler l'importance des travaux pour les populations de l'espace confédéral.

La ministre a invité les experts à produire des documents de qualité, répondant aux ambitions des trois pays. Elle a également réaffirmé sa confiance dans leur capacité à poursuivre la coopération engagée lors d'une première rencontre à Ouagadougou. Les travaux de Bamako doivent ainsi consolider les acquis de cette concertation et préciser les instruments nécessaires à sa mise en œuvre.

Trois dossiers structurent les échanges. Le premier concerne la réglementation pharmaceutique, un domaine essentiel pour encadrer les médicaments et rapprocher les pratiques nationales. L'enjeu est de construire des références communes permettant aux États membres de mieux coordonner leurs politiques, tout en tenant compte de leurs besoins respectifs.

Le deuxième chantier porte sur l'harmonisation des achats. Cette orientation vise à renforcer la cohérence des démarches d'approvisionnement dans l'espace confédéral. Sa traduction opérationnelle devra préciser les modalités de coopération entre les pays et les conditions nécessaires pour répondre efficacement aux besoins sanitaires.

La valorisation de la production locale constitue le troisième axe. Elle inscrit la question des capacités productives au cœur de la souveraineté sanitaire. Pour les trois États, cette réflexion doit permettre de mieux articuler les ambitions industrielles et les exigences des systèmes de santé.

Ces dossiers sont étroitement liés : une production locale valorisée suppose un cadre réglementaire adapté, tandis que les politiques d'achat peuvent contribuer à soutenir les capacités disponibles. La qualité des documents attendus sera donc déterminante pour donner de la cohérence à cette ambition commune.

Par sa présence, Assa Badiallo Touré a manifesté son soutien aux acteurs chargés de préparer ces orientations. Les experts disposent, jusqu'au vendredi 16 octobre, d'un temps de travail consacré à la finalisation et à la validation des textes.

Une prochaine rencontre pourrait se tenir à Niamey pour poursuivre cette dynamique. À Bamako, l'enjeu immédiat reste toutefois de parvenir à des documents suffisamment précis pour guider l'action des trois pays. La portée de cette coopération se mesurera ensuite à sa mise en œuvre et à sa capacité à améliorer durablement l'accès des populations aux produits de santé, dans le respect des exigences de qualité et de sécurité.

Karamoko B Keita



Keneya Foot : Le football au service du vivre-ensemble



Lancée le 5 octobre 2026 au Palais des Sports de Bamako, l'initiative Keneya Foot entend promouvoir la paix, la solidarité et la santé par le football. Le 13 octobre, ses responsables ont salué le soutien de la Caisse nationale d'assurance maladie en remettant un maillot symbolique à son directeur général, Boubacar Dembélé.

Le football comme point de rencontre entre engagement citoyen et promotion de la santé : c'est l'ambition portée par Keneya Foot. La cérémonie officielle de lancement, accompagnée de la remise des maillots, a rassemblé plusieurs acteurs institutionnels et sportifs autour d'un projet qui place la cohésion sociale au cœur de sa démarche.

Présidée par le conseiller technique du ministre de la Jeunesse et des Sports, cette rencontre a également enregistré la présence de Sayon Doumbia, conseiller technique représentant la ministre de la Santé et du Développement social. Cette participation témoigne de l'intérêt accordé à une initiative associant mobilisation sportive et sensibilisation sanitaire.

Huit jours après ce lancement, les responsables de Keneya Foot ont rendu visite au médecin général de brigade Boubacar Dembélé, directeur général de la CANAM. Ils ont souhaité lui exprimer leur reconnaissance pour la confiance accordée à leur projet et pour l'accompagnement apporté à sa réalisation.

L'ancien international Sadio Baba Cissé, porte-parole des anciens joueurs, a procédé à la remise d'un maillot aux couleurs de l'initiative. Au nom des acteurs mobilisés, il a remercié le directeur général pour son soutien. Ce geste symbolique a aussi permis de réaffirmer la volonté de poursuivre la collaboration.



Boubacar Dembélé a salué une démarche qui fait du football un moyen de rapprochement entre les communautés. Il a souligné sa capacité à rassembler autour de valeurs communes, notamment la solidarité, le respect et le sentiment d'appartenance à une même collectivité.

Le directeur général a également insisté sur la dimension sanitaire du projet. Évoquant notamment le diabète, il a rappelé l'intérêt de l'activité physique dans la prévention de certaines maladies chroniques. Selon lui, une pratique régulière peut aussi contribuer à améliorer la qualité de vie des personnes concernées et à limiter les complications.

Cette articulation entre sport et santé donne au partenariat une perspective concrète : utiliser la mobilisation autour du football pour renforcer les messages de sensibilisation. Boubacar Dembélé a ainsi souhaité pérenniser les relations entre la CANAM et les promoteurs de Keneya Foot, afin d'inscrire les actions dans la durée.

Pour l'initiative, l'enjeu sera de transformer l'élan du lancement en rendez-vous utiles aux populations. Le rassemblement sportif offre un cadre favorable aux échanges, mais la portée du projet dépendra de la régularité des activités et de la place effectivement accordée à la prévention.

La reconnaissance exprimée à la CANAM rappelle, enfin, le rôle des partenariats dans le développement des initiatives citoyennes. En associant anciens joueurs, acteurs sportifs et institution sanitaire, Keneya Foot cherche à faire converger des compétences autour du bien-être collectif. La suite devra donner corps à cette ambition, pour que les rencontres sur le terrain nourrissent durablement la solidarité, la sensibilisation à la santé et les liens entre les communautés maliennes.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

SIAT 2026 : L'artisanat rencontre l'orpaillage



Prévue du 17 au 22 novembre au Musée national du Mali, à Bamako, la troisième Semaine internationale de l'artisanat touareg poursuit ses préparatifs. Une rencontre avec le président de la Confédération nationale des sociétés coopératives des orpailleurs du Mali a permis d'explorer des possibilités de collaboration entre deux secteurs porteurs de savoir-faire locaux.

À quelques semaines de sa troisième édition, la Semaine internationale de l'artisanat touareg (SIAT) élargit ses échanges avec les acteurs économiques maliens. Dans cette perspective, une rencontre s'est tenue avec le président de la Confédération nationale des sociétés coopératives des orpailleurs du Mali. Elle a été consacrée à la présentation des ambitions de la SIAT 2026 et à l'examen des perspectives de rapprochement entre l'artisanat et le secteur minier.

Cette démarche traduit la volonté de faire de l'événement un espace de dialogue entre des professions dont les activités participent à l'économie locale. Les discussions ont porté sur les opportunités de collaboration et les possibilités de mettre en relation les compétences, les expériences et les initiatives des acteurs concernés.

Aucun partenariat formalisé n'a été annoncé dans les informations communiquées sur cette rencontre. Celle-ci constitue néanmoins une étape dans la mobilisation engagée autour de la manifestation. Elle ouvre une réflexion sur les contributions que pourraient apporter les organisations professionnelles à la valorisation des métiers artisanaux et des talents maliens.

Au cœur de cette initiative figure la reconnaissance des savoir-faire locaux. Pour la SIAT, leur promotion doit contribuer à créer des opportunités économiques, tout en donnant une meilleure visibilité au patrimoine artisanal. L'ambition consiste à rapprocher la préservation des traditions et les perspectives de développement des activités qui en sont issues.



Le dialogue avec les représentants des orpailleurs s'inscrit dans cette recherche de complémentarités. Il invite à examiner les liens possibles entre les ressources du pays et les compétences de ses artisans. Les formes concrètes de cette coopération restent à préciser, mais la rencontre permet de poser les bases d'échanges entre les deux milieux professionnels.

La préparation de la SIAT 2026 repose également sur une mobilisation des acteurs institutionnels, économiques et culturels. Leur participation est recherchée autour d'un objectif commun : faire du patrimoine, des savoir-faire et des ressources humaines des facteurs de création d'opportunités. Cette convergence doit donner à la manifestation une portée qui associe rayonnement culturel et perspectives économiques.

Pour les artisans, une telle démarche présente un enjeu de reconnaissance. Mettre en lumière les talents suppose de rendre visibles les métiers, les techniques et le travail qui donnent leur valeur aux productions locales. La rencontre avec une organisation du secteur minier contribue à élargir le cercle des interlocuteurs associés à cette ambition.

Du 17 au 22 novembre 2026, le Musée national du Mali accueillera donc cette troisième édition à Bamako. D'ici là, les échanges préparatoires devront permettre de préciser les collaborations envisageables et leur contribution à l'événement. Le défi sera de donner une suite concrète à cette mobilisation, afin que la valorisation de l'artisanat touareg se traduise par des perspectives utiles aux professionnels et par une reconnaissance accrue de leurs savoir-faire.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Sénégal : Cinq dossiers sous la loupe du Parlement



L'ouverture de la session ordinaire unique 2026-2027, mardi 13 octobre, a été marquée par un appel à la responsabilité publique. Des propositions de résolution ont été déposées pour créer cinq commissions d'enquête sur des dossiers concernant les ressources naturelles, les financements publics et les données personnelles.

Le contrôle de l'action publique s'annonce comme l'un des enjeux majeurs de la nouvelle session parlementaire sénégalaise. Dans son discours d'ouverture, Ousmane Sonko a insisté sur l'obligation, pour les responsables publics, de rendre compte de l'utilisation des moyens confiés à leur gestion.

« La chose publique nous oblige », a-t-il affirmé, rappelant que l'État, le Trésor public et les institutions ne constituent pas la propriété de leurs dirigeants. Il a également appelé à concilier les exigences légitimes de confidentialité avec le droit des citoyens à l'information.

Cette orientation accompagne le dépôt de propositions de résolution portant sur cinq commissions d'enquête. Les dossiers visés concernent l'affaire Petro-Tim–Kosmos Energy, le Plan décennal de lutte contre les inondations et la gestion des fonds spéciaux de la Primature, du Haut Conseil des collectivités territoriales et du Conseil économique, social et environnemental entre 2012 et 2026.

S'y ajoutent les programmes financés par Banco Santander, notamment ceux relatifs à l'Agence sénégalaise d'électrification rurale et à Intermac, ainsi que l'accord entre le ministère de la Santé et les États-Unis concernant les données personnelles des Sénégalais.

Le dépôt de ces textes constitue une étape préalable à l'éventuelle création des commissions. Il traduit la volonté affichée d'approfondir le contrôle parlementaire sur ces questions d'intérêt public.

La séance a également été consacrée au renouvellement du Bureau de l'Assemblée nationale. Saluant les députés et les personnels, Ousmane Sonko a rappelé la tenue de trois sessions extraordinaires durant les vacances parlementaires et la poursuite des auditions publiques conduites dans le cadre des enquêtes.

Arouna Sidibé

UA–Canada : Priorité à l'investissement productif



Le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, a reçu les lettres de créance d'Annika Allman, ambassadrice du Canada auprès de l'organisation. Cette rencontre a permis d'examiner les perspectives d'un partenariat davantage tourné vers les priorités économiques et sociales du continent.

La mobilisation des ressources intérieures, l'accès aux capitaux et la transformation locale des matières premières ont occupé une place centrale dans les échanges. Pour l'Union africaine, ces leviers doivent permettre de renforcer les capacités de financement du développement et de créer davantage d'emplois.

Mahmoud Ali Youssouf a réaffirmé la volonté de l'Afrique de financer son propre développement. Il a insisté sur la nécessité de transformer les ressources naturelles en produits à plus forte valeur ajoutée, afin de consolider les économies africaines et leur place dans les échanges mondiaux.

Les discussions ont également porté sur l'intégration régionale, notamment à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Le rapprochement des marchés constitue un axe de coopération pour soutenir le commerce et favoriser les investissements.

La diaspora africaine a aussi été évoquée comme une source de compétences, de réseaux et de possibilités économiques. Sa contribution pourrait accompagner le développement des relations commerciales et la mobilisation d'investissements au bénéfice du continent.

Sur le plan social, le président de la Commission a souligné l'importance de l'éducation des filles, de l'autonomisation des femmes et du transfert de compétences. Ces priorités accompagnent l'ambition d'un développement durable, fondé sur une participation plus large des populations.

Annika Allman a, pour sa part, plaidé pour un partenariat renforcé et mutuellement bénéfique, en cohérence avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

La rencontre ouvre ainsi des perspectives de coopération dont la portée dépendra des initiatives concrètes engagées. L'enjeu sera de traduire les priorités communes en actions favorisant la production, l'emploi et le renforcement des compétences en Afrique.

Arouna Sidibé

Coopération minière Chine-Afrique : Beijing prône la souveraineté du continent sur ses ressources



Le président Xi Jinping s'est entretenu avec son homologue botswanais, Duma Gideon Boko, qui effectue une visite d'État en Chine cette semaine. Au cours de leur entretien, la question de la souveraineté de l'Afrique sur ses ressources minières a été largement abordée. À ce titre, Xi Jinping a formulé quatre propositions en faveur d'une coopération minière exemplaire entre la Chine et l'Afrique. Pour les autorités chinoises, l'Afrique doit exercer pleinement sa légitimité dans la gestion de ses ressources minières.

Pour une coopération minière qui profite d'abord à l'Afrique, la Chine propose le respect du principe de base selon lequel les ressources appartiennent au continent et il lui revient d'exercer sa pleine souveraineté quant à leur exploitation judicieuse. Il est inconcevable que l'Afrique, disposant d'immenses ressources minières, soit reléguée au bas de l'échelle industrielle à travers une division internationale injuste du travail. Selon Beijing, le continent africain a longtemps souffert d'une injustice qui a été préjudiciable à son développement socioéconomique. Les revendications légitimes de l'Afrique quant à sa pleine souveraineté sur ses ressources minières doivent être entendues afin de mettre fin à ce cycle d'iniquités. Dans cette dynamique, Xi Jinping a réaffirmé la volonté de la Chine de partager son expérience en matière de gestion minière en aidant les pays africains à concevoir des initiatives de développement du secteur minier adaptées à leurs réalités et conformes à leurs intérêts.

Comment réparer cette injustice chronique dans la coopération minière qui a causé tant de torts à l'Afrique ? Pour le président chinois, il faut asseoir une coopération minière fondée sur la justice et l'intérêt. En ce sens, le principe de l'intérêt mutuel doit être le préalable à une coopération minière respectueuse de la souveraineté de l'Afrique. Comme contribution pour une coopération minière fructueuse et mutuellement bénéfique, Beijing affiche sa volonté d'encourager les entreprises chinoises à améliorer leurs capacités opérationnelles, à transférer des technologies vertes adaptées aux réalités africaines, à renforcer l'aide d'intérêt public, à stimuler l'emploi local et la formation de talents. En clair, il s'agit de promouvoir une coopération minière Sud-Sud



exemplaire, orientée vers un développement harmonieux et respectueux de l'environnement.

Une coopération minière réussie est celle qui est orientée vers un développement de haute qualité. Pour ce faire, la Chine entend soutenir une coopération minière sino-africaine vers une valeur ajoutée industrielle. Au lieu que le continent continue d'exporter ses matières premières à l'état brut, il convient d'encourager la transformation sur place des ressources minières avant de les destiner à l'exportation. En un mot, il faut réussir le pari de la plus-value grâce à un effort soutenu d'industrialisation. Ensemble, l'Afrique et la Chine devraient se donner la main pour penser des modèles de financements du secteur adaptés, innovants et inscrits sur le long terme. C'est dans cette perspective que la coopération minière sino-africaine pourrait constituer un véritable levier au processus d'industrialisation de l'Afrique, tant souhaité.

Une coopération minière sino-africaine bénéfique est aussi celle qui se déroule dans un environnement sain, équitable, propice au développement des affaires. Pour Xi Jinping, il est hors de question que les ressources minières africaines soient prises en otage dans des considérations géopolitiques. La priorité pour Beijing est que toutes les parties s'inscrivent dans une démarche qui mette en avant le développement de l'Afrique. C'est pourquoi Xi Jinping a réaffirmé la disponibilité de la Chine à œuvrer aux côtés de l'Afrique pour ouvrir une ère de coopération minière fondée sur l'équité, l'intérêt mutuel, propice aux investissements et à une implantation sereine des entreprises.

À travers ces quatre propositions formulées par le président Xi Jinping, la Chine se montre comme un partenaire stratégique de l'Afrique pour une coopération minière qui profite en premier aux Africains. Cela traduit également la volonté d'œuvrer en solidarité avec l'Afrique pour réparer les injustices et ouvrir un nouveau chapitre de coopération où le continent est maître dans la gestion de ses ressources. Toutefois, il appartient à l'Afrique de parler d'une seule voix pour défendre ses intérêts dans ce secteur si stratégique et incontournable. Il faut surtout combattre les mauvaises pratiques qui ont longtemps entretenu une mauvaise gestion desdites ressources minières. Dans un élan commun, l'Afrique pourrait, avec l'appui de partenaires sincères, mieux profiter des richesses de son sous-sol.

Source : cgtn.com

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

FEMAFOOT : Les sanctions levées, les réformes attendues



La 53e Assemblée générale ordinaire de la Fédération malienne de football s'est achevée, mardi 13 octobre 2026, par la levée des sanctions visant les membres suspendus et l'élection des commissions juridictionnelles indépendantes. Mahazou dit Baba Cisset a appelé à traduire les décisions en actions.

La FEMAFOOT veut ouvrir une nouvelle étape dans son fonctionnement. Réunis en présence des représentants de la FIFA, les délégués des ligues régionales, des clubs et des groupements sportifs ont adopté les textes ainsi que les rapports d'activités et financiers soumis à leur examen.

L'Assemblée a également élu les membres des commissions juridictionnelles indépendantes. La Commission d'éthique chargée de l'instruction a recueilli 63 voix sur 75, contre 61 sur 75 pour celle chargée du jugement. La Commission de recours a obtenu 64 voix sur 72 et la Commission de discipline, 64 sur 74.

Autre décision marquante : sur proposition du président Mahazou dit Baba Cisset, les délégués ont approuvé par acclamation la levée de toutes les sanctions frappant les membres suspendus. Cette mesure a été présentée comme un acte de rassemblement de la famille du football malien.

Dans son discours de clôture, le président de la fédération a salué la qualité des échanges et le sens des responsabilités des participants. Il a toutefois rappelé que la réussite de son mandat dépendra surtout de l'application des résolutions.

Modernisation de l'institution, renforcement de la gouvernance et professionnalisation des compétitions figurent parmi les ambitions réaffirmées. Leur réalisation exigera un engagement durable du Comité exécutif et des acteurs concernés.

Baba Cisset a invité les responsables à surmonter les différends du passé et à transmettre aux générations futures une fédération plus forte.

L'enjeu est désormais concret : transformer le consensus de l'Assemblée en progrès mesurables. L'unité retrouvée devra accompagner une gestion rigoureuse et des compétitions mieux organisées, au bénéfice des clubs, des joueurs et du public.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com